

Changer l'École : oui, mais comment ?

Jugé élitiste et injuste, le système éducatif français est-il au bout du rouleau ? Que faut-il changer ? *Jean-Pierre Obin* livre son diagnostic et indique deux pistes de changement.

Quel regard portez-vous sur la suppression de la formation professionnelle des enseignants ?

Cette suppression revêt plusieurs aspects. D'abord il faut en dire la vraie raison, innovée mais bien réelle : la récupération par le Budget de la « cagnotte » constituée par les 16 000 postes de stagiaires IU-FM. L'élévation du concours au master a été ensuite le maquillage qui a permis de dissimuler ce forfait à l'opinion et d'acheter de plus la neutralité du SNES. On constate alors qu'aucune conséquence de cette décision n'a été anticipée : ni le désarroi des jeunes profs jetés dans les classes sans formation professionnelle, ni la disparition du vivier de candidats que beaucoup de pays nous enviaient, ni le recul mécanique de la proportion de candidats issus des classes populaires. Une véritable catastrophe.

Quelles en seront les conséquences sur l'identité des enseignants ?

Dans la fonction publique, en l'absence de contrat de travail comme dans le secteur privé, l'identité professionnelle est très dépendante des concours de recrutement ; ils constituent, de par leurs épreuves et les compétences qu'elles valident, le seul « contrat » liant symboliquement le fonctionnaire à l'État employeur. Dans l'Éducation nationale, ces épreuves sont purement académiques, ce qui induit à l'amont une formation qui ne l'est pas moins et produit à l'aval une identité élitiste. La seconde année d'IUFM, qui corrigeait un peu cette dérive en plaçant les enseignants,

une fois recrutés, devant de vrais élèves, ayant été supprimée, le modèle français apparaît maintenant dans toute sa pureté réactionnaire : il est conforme à la vision élitiste du système scolaire, commune à la droite et hélas à une partie de la gauche : des enseignants de « haut niveau académique » parfaitement adaptés aux « très bons élèves » que leur famille destine aux CPGE. Une école primaire pour la masse et un secondaire unifié qui éjecte progressivement ceux qui ne peuvent pas suivre. C'est la logique du lycée d'avant 1965... mais sans le primaire supérieur pour lui faire contrepoids.

Y a-t-il, selon vous, un « malaise » des enseignants ?

Le malaise enseignant est une chose ancienne, en tout cas dans le secondaire, puisque le rapport Ribot de 1899, qui prépare la réforme des lycées de 1902 commence par les mots de « malaise » et de « crise », que l'on retrouve dès l'introduction du rapport Joxe de 1972 sur « La condition enseignante dans le second degré ». Il est selon moi le produit du hiatus qui existe de longue date entre cette identité universitaire de professeurs idéalement tournés vers leur discipline, et leur condition essentiellement déterminée par la relation aux élèves. Avec le recrutement, à partir de 1990, des instituteurs sur la base de la licence puis du master universitaires, on voit sans surprise se développer le même « malaise » dans le premier degré.

L'école française est élitiste. Peut-on la changer ?

L'élitisme de l'École française n'est pas seulement, ni même principalement dû aux enseignants. Il est le produit d'un système cohérent comportant quatre niveaux. En haut, un enseignement supérieur dual, avec sa partie élitiste, les Grandes écoles, qui structure le reste. En dessous, un enseignement scolaire élitiste depuis la fusion du secondaire et du primaire supérieur en 1975 ; et un enseignement technique qui est resté dual. Ensuite des établissements de plus en plus hiérarchisés, socialement et scolairement, en particulier depuis la libéralisation de la carte scolaire. Enfin des concours purement académiques, avec les conséquences que l'on a vues sur les idéaux professionnels des enseignants, leur formation et leurs compétences, leurs pratiques et leur éthique professionnelle. Pour faire bouger le système, il faudrait pouvoir agir un peu sur tout cela, ce qui est sans doute impossible. Je propose de jouer sur deux « verrous » du système. D'une part rapprocher l'école et le collège pour fonder une « école commune » qui reprenne la vocation du primaire supérieur d'hier : faire réussir les enfants des classes moyennes et populaires. D'autre part introduire dans les concours des épreuves professionnelles, c'est-à-dire passées devant des élèves tels qu'ils sont, et non tels qu'on aimerait qu'ils soient.

Propos recueillis par **Patrick Gonthier**



► Jean-Pierre Obin

est ancien inspecteur général de l'Éducation nationale, est formateur à l'École supérieure de l'Éducation nationale et consultant pour l'aide au développement en Afrique.

! À Lire

Jean-Pierre Obin a publié plusieurs ouvrages dont *La carte scolaire* (co-écrit avec Agnès van Zanten et publié aux PUF) et **Être enseignant aujourd'hui. Les paradoxes de l'enseignement français** (Hachette Education, 2011). Dans ce dernier ouvrage il essaie de répondre à une question centrale : quelle part les enseignants prennent-ils réellement dans le fonctionnement de l'École et dans ce qu'elle produit ?

Jean-Pierre Obin écrit par ailleurs de nombreux articles et rapports consultables sur son site : www.jpobin.com

